

Contribution à la consultation sur la révision des ZV

FRSEA des Pays de la Loire, Chambre d'agriculture des Pays de la Loire, JA

Titre : Des faiblesses méthodologiques à revoir

La région des Pays de la Loire, déjà entièrement classée en ZV, ne voit pas d'évolutions de classement. Cependant nous souhaitons signaler plusieurs défauts de méthodologie, qu'il nous semble important de corriger pour la prochaine campagne de surveillance. Afin d'estimer si les concentrations évoluent à la baisse, l'arrêté de 2015 impose de comparer les analyses avec ceux de la campagne précédente. Or, les comparaisons portent parfois sur des éléments différentes (Qmax, Q90, absence de valeur), ce qui ne permet pas réellement d'apprécier une tendance. Les masses d'eau sont compartimentées selon le zonage SDAGE et non en s'appuyant sur des éléments techniques et scientifiques. Il serait nécessaire de revoir ce zonage pour qu'il corresponde mieux à la réalité de terrain. Les 4845 communes classées lors de la 6^{ème} révision (à l'échelle Loire Bretagne) sont ainsi maintenues dans la zone vulnérable dans ce projet de délimitation. L'absence de perspective de sortie de la Zone Vulnérable défavorise l'adhésion des agriculteurs au programme nitrates. Malgré de lourds investissements financiers et évolutions de pratiques, aucun assouplissement de la réglementation n'a été permis sur les territoires qui connaissent des évolutions positives de la qualité de l'eau.

D'autre part, nous notons globalement une augmentation du nombre de qualitomètres sur le bassin mais accompagnée d'une diminution du nombre de mesures par qualitomètre et donc d'un recours plus important au Qmax, ce qui pénalise le résultat. A titre de comparaison, les qualitomètres du bassin Loire-Bretagne ont toujours moins de 7 mesures, alors que ceux du bassin Rhône-Méditerranée-Corse ont entre 10 et 12 mesures. Il est indispensable d'augmenter la fréquence d'analyse afin d'avoir une vision plus fine des évolutions, et de baser la révision de la ZV sur le percentile 90 plutôt que la valeur maximum.

La référence au percentile 90 (ou à la teneur maximale à défaut) est une méthode qui pousse les résultats à la hausse dans ce contexte de changement de climat où les phénomènes de lessivage automnal après une période de sécheresse s'avèrent de plus en plus fréquents. La moyenne devrait être prise en compte pour évaluer la tendance de fond.

Nous notons des évolutions favorables entre la 1^{ère} et la 2^{ème} version de la révision des ZV, que nous saluons, et qu'il convient de maintenir. Il s'agit de la prise en compte de l'origine des dépassements de seuils de nitrates (assainissement dans certains cas, massifs forestiers dans d'autres) qui va éviter un classement injustifié de communes de Bourgogne Franche Comté et Auvergne Rhône Alpes. Cette identification et prise en compte des sources de pollution est nécessaire et doit être poursuivie pour les prochaines révisions de ZV. Dans la zone du Charollais, l'effet du climat sur la qualité de l'eau a été reconnu à la demande de la profession. Ce point nous paraît crucial, et nous renouvelons notre demande d'étudier les évolutions des teneurs en nitrates au regard des conditions climatiques de chaque campagne.

Enfin, la question des zonages doit être raisonnée en lien avec celle des programmes d'actions. Il est crucial que ces programmes (au niveau national et régional) soient simplifiés et donnent plus de souplesse pour adapter les pratiques aux conditions pédoclimatiques dans une logique de bonne gestion agronomique. Ce sont des conditions à la bonne appropriation par les agriculteurs, et donc à l'efficacité des programmes d'actions nitrates. Il nous paraît aussi nécessaire, dans les programmes

Juin 2021

d'actions, de laisser une place à l'expérimentation, qui outre d'être intéressante pour les nitrates , permettrait d'appréhender d'autres intérêt environnementaux, aujourd'hui impossibles à tester car non autorisés dans les programmes d'actions nitrates.